



Montreuil, 6 septembre 2024

N/Réf. : **RGC/FC/MP/SG/2024-154**

**ENEDIS
Marianne LAIGNEAU
Présidente du Directoire
4 Place de la Pyramide
TSA 25001
92030 PARIS LA DEFENSE CEDEX**

Lettre Recommandée avec Accusé de Réception

Objet : Dépôt préavis de grève fédéral FNME-CGT

Madame la Présidente,

Par la présente, nous vous informons de notre décision de déposer un préavis de grève dans votre entreprise pour la période :

**Du samedi 14 septembre 2024 à 00h00 au vendredi 13 décembre 2024 à 24h00
inclus**

Durant cette période, la FNME-CGT appelle l'ensemble des salariés, de tout le périmètre de votre entreprise, à se mobiliser pour gagner sur les revendications contenues dans ce préavis.

Introduction :

Les politiques d'austérité menées depuis plus de 20 ans sur l'ensemble des entreprises de notre champ fédéral (Mines, Énergie Atomique, Industries Électriques et Gazières) se poursuivent et atteignent des niveaux inacceptables.

Nous traversons une crise politique dans laquelle la démocratie est bafouée et piétinée ! Les conséquences économiques, sociales et environnementales sont désastreuses et destructrices. Ce n'est certainement pas la montée des idées d'« extrême droite » qui améliorera la situation ! (Sur ce point précis la FNME-CGT vous invite à prendre connaissance du document qu'elle a joint à ce préavis). Malheureusement, et évidemment, ce contexte général et ces politiques néfastes ont des répercussions sur le secteur des énergies et sur l'ensemble de ses acteurs. Les tarifs de l'électricité et du gaz continuent de flamber et, ce n'est pas la fin des Tarifs Réglementés du Gaz depuis le 1^{er} juillet 2023 qui améliore la condition des usagers ! Le passage aux tarifications de marché pour les collectivités et les entreprises avait pourtant fait la démonstration de son inefficacité, voire de son absurdité ! C'est en ce sens que la FNME-CGT réaffirme sa proposition de sortie de la logique des marchés européens de l'électricité et du gaz ! **Les propositions contenues dans notre « Programme Progressiste de l'Énergie CGT » et notre Juste Prix de l'Énergie sont cohérentes et adaptées aux besoins de la Nation dans son ensemble.**

Nous rappelons également que seules des entreprises intégrées de Services Publics contrôlées et gérées par l'État nous redonneront une réelle souveraineté énergétique et permettront de faire face à l'inévitable transition énergétique. Surtout si, en parallèle de ces deux aspects, on tient à protéger les usagers et les travailleurs du secteur. Notre modèle Statutaire qui a fait ses preuves est également le plus approprié pour maintenir et développer les compétences et les effectifs dont nous aurons besoin pour relever tous ces défis ! Cette force de travail doit évidemment être reconnue et rétribuée à sa juste valeur.

C'est pourquoi, notre socle social ne doit être qu'amélioré et pour être plus précis, c'est pour cette raison que notre fédération refuse toujours la réforme des retraites « Macron/Borne » ; elle est régressive et attaque directement notre Statut National des IEG. Sa mise en application est d'ailleurs une nouvelle illustration du caractère chaotique de cette « contre-réforme ». Nos syndicats, sous l'impulsion et avec la coordination de la FNME-CGT, continueront de combattre cette réforme injustifiée et injustifiable jusqu'à son retrait pur et simple !

1) Grille des salaires des IEG :

La FNME-CGT, dans l'intérêt collectif, a toujours refusé et refusera toujours la régression des acquis statutaires. Après l'attaque du régime de retraite des IEG, l'attaque des employeurs de la Branche sur la grille de salaire, socle commun des électriciens et gaziers, est inacceptable. Ils porteront la responsabilité d'un conflit majeur s'ils n'entendent pas les justes revendications des salariés.

Sur ce sujet spécifique, la FNME-CGT appelle à la mise sous surveillance des négociations des CPPNI et s'engage à faire monter le rapport de forces.

La FNME-CGT revendique :

- Une garantie individuelle de carrière avec un doublement minimum du salaire entre l'embauche et le départ à la retraite sur une carrière complète à euro constant
- Une garantie d'évolution de la grille par rapport à l'inflation (échelle mobile des salaires)
- La revalorisation de la grille de 9% pour TOUS par la réactivation des échelons 1 à 3 (valeur actuelle de l'échelon 4 devenant l'échelon 1) avec un minimum de grille égal au « SMIC CGT » soit 2000€ brut
- Le refus des pas de coefficients à 0,1% et le maintien des NR à 2,3% minimum
- Une garantie sur le volume d'avancements individuels à distribuer chaque année
- Aucune négociation sur la grille de salaire au niveau des entreprises ou des secteurs.

2) Les JO et JOP :

La tenue de ces événements sportifs aura encore une fois eu des conséquences sur la vie personnelle et les conditions de travail des électriciens et gaziers, comme pour bien d'autres professions.

La FNME-CGT le réaffirme :

« À ÉVÈNEMENT EXCEPTIONNEL : RECONNAISSANCE EXCEPTIONNELLE. »

Les compensations promises doivent être octroyées aux agents et dans les délais prévus, nos organisations y veilleront. Et si certains engagements n'étaient pas respectés, la CGT n'hésitera pas à avoir recours à la grève et au rapport de force pour y parvenir. Pour rappel nos revendications étaient les suivantes :

La FNME-CGT revendique pour tous les salariés ayant un lien avec l'organisation de cet évènement à court, moyen ou long terme :

- Une enveloppe de NR spécifique
- Le versement d'une prime exceptionnelle de contribution aux JO et JOP
- La revalorisation de l'indemnité de restriction des congés
- Une participation aux frais de garde des enfants au coût réel
- Un respect des conditions de travail : temps de travail et repos obligatoires

3) Mesures Disciplinaires et dialogue social dans les entreprises :

Malheureusement, plutôt que de reconnaître ceux qui font vivre le Service Public de l'Énergie et qui défendent notre socle social et l'intérêt général, les procédures disciplinaires se sont multipliées et se poursuivent dans de nombreuses entreprises ; Comme si ce levier pouvait permettre de faire taire les salariés et finalement de stopper leur colère ! N'oubliez pas que ce sont ces mêmes salariés qui seront sollicités pour maintenir le service public de l'énergie durant les décennies à venir.

(Rappel : Ce sont aussi ces agents qui ont œuvré lors du COVID, des inondations, des tempêtes et des JO et JOP ces derniers mois).

Sur cet aspect, la FNME-CGT condamne et exige l'arrêt, au niveau de votre entreprise, de toutes formes de procédures disciplinaires pour des salariés grévistes ou pour des salariés qui défendent leurs salaires, leurs emplois ou leurs conditions de travail.

Plaçant les salariés et leurs intérêts au cœur de ses préoccupations, la FNME-CGT rappelle la nécessité d'un dialogue social de qualité dans toutes les entreprises. L'atteinte de cet objectif passera par une réelle considération, une écoute et la réponse aux justes revendications des travailleurs et retraités.

Sur ce point et de manière générale, la FNME-CGT revendique et exige, au niveau de votre entreprise, que les revendications soient entendues et que des négociations soient ouvertes. L'absence de réponse de votre part ou des propositions insatisfaisantes conduiront à l'indignation, à la colère des salariés. Alors, vous porterez, seul, les responsabilités de l'impact des grèves pouvant en découler.

4) Transformations des secteurs électriques et gaziers en lien avec la Transition Énergétique :

La FNME-CGT réaffirme la nécessité d'un réel service public des Énergies. Pour rappel, nos propositions crédibles et argumentées sont contenues dans notre Programme Progressiste de l'Énergie (PPE CGT). Dans ce support, nous insistons sur un fonctionnement démocratique et citoyen qui rend décisionnaires les agents, les usagers, les industriels et les collectivités, que ce soit sur le plan local ou national. Ce schéma est selon la FNME-CGT un outil incontournable pour une conscientisation sociétale globale et pour que chacun puisse se sentir acteur dans la lutte contre le réchauffement climatique et les actions de la transition énergétique.

En résumé, notre PPE CGT inclus et porte :

- La sortie de l'Électricité et du Gaz de toute logique de marché, en revenant à des Tarifs Réglementés de Vente pour tous les utilisateurs ; des particuliers, aux professionnels en passant par les collectivités.
- La reconnaissance de Services d'Intérêts Économiques Généraux (**SIEG**) dans l'électricité et le gaz, par filières industrielles, afin de sortir l'énergie du marché concurrentiel.
- La création d'Entreprises Publiques à caractère Industriel et Commercial (**EPIC**) par filière énergétique et en commençant par deux EPIC de l'électricité et du gaz.
- La création d'un service public de « l'efficacité et de la performance énergétique » mais sous un format de Service Commun aux deux EPIC, en y intégrant les entreprises de services et les commercialisateurs. Ce Service Commun de « l'efficacité et de la performance énergétique » serait en charge et donc responsable de l'expertise, de la Recherche et du Développement, des qualifications des intervenants et du contrôle qualité des opérations. Par conséquent, ce dernier définirait et arbitrerait les financements et les investissements nécessaires à ces prestations, mais aussi aux travaux de construction et d'entretien de ce patrimoine énergétique. Ce Service Commun permettrait un retour à la nécessaire maîtrise publique (et au contrôle) des secteurs vitaux que sont ceux de l'électricité et du gaz ; il serait également garant des missions de service

public de proximité, des intérêts des usagers et bien-sûr du statut et du socle social qui profitent aux agents des entreprises de l'énergie.

- La nécessité de mettre fin à la libéralisation des secteurs de l'électricité et du gaz, tout en réaffirmant les obligations régaliennes d'un État responsable et conscient du caractère indispensable et vital des énergies. **(Production, Approvisionnement, Stockage, Transports, Distributions, Commercialisations, Recherches et Développements dans les domaines énergétiques, sont des activités stratégiques et sont indissociables des notions de souveraineté, de sureté, de fiabilité ou encore de sécurité).**

La FNME-CGT propose également de revoir le mode de facturation et de financement du service public de l'énergie par :

- La suppression des cloisonnements des métiers du GAZ et de l'Électricité.
- Le dimensionnement des tarifs de l'énergie en fonction des coûts de production et d'acheminement, des besoins d'investissements, de maintenance et d'exploitation des infrastructures.
- La suppression des taxes sur l'électricité et le gaz, en déclarant ces énergies comme biens de 1^{re} nécessité, comme peuvent déjà le faire d'autres pays européens.

Sur la transformation du secteur, la FNME-CGT dénonce et s'oppose :

- Aux nouvelles transformations libérales et de privatisation d'EDF et d'ENGIE. Pour la FNME-CGT, seules des entreprises intégrées et sans concurrence, dotées des composantes Production, Approvisionnement, Stockage, Transport, Distribution, Commercialisation et, Recherche et Développement sauront servir l'intérêt des usagers et de la nation.
- À la filialisation d'activités, à la vente d'activités et à la cession d'actifs stratégiques au sein des groupes ENGIE et EDF.
- À l'interdiction de nouveaux raccordements « Gaz » dans les habitations individuelles, puis collectives contenus dans la RE2020.
- À tous PSE ou autres licenciements dans n'importe quelles filiales de nos groupes. Des solutions de reconversions des sites et de transformations des activités doivent systématiquement être travaillées avec les salariés et leurs représentants. Le cas échéant, des reclassements internes IEG doivent être mis en œuvre.
- À la mise en concurrence des concessions hydro-électriques et à leurs privatisations.
- À la fermeture des sites de production nucléaire et thermique à flammes. Les projets alternatifs portés par les travailleurs doivent être mis en œuvre. Ces solutions sont de parfaits leviers pour renforcer notre mix de production et pour maintenir notre souveraineté énergétique.
- Aux renoncements d'investissements dans le patrimoine industriel énergétique ; notre souveraineté énergétique, la sureté de nos réseaux et la réussite de la transition énergétique en dépendent directement.
- À la suppression et à l'externalisation des emplois dans les IEG ; Et non à la fermeture des sites industriels, tertiaires et commerciaux.

La FNME-CGT exige des concertations systématiques pour l'ensemble des réorganisations ou « plans de performance » dans toutes les entreprises. C'est pour vous le moyen de vous assurer d'une parfaite acceptation par les agents de ces nouvelles organisations et des conditions de travail qui y sont liées. Les cahiers revendicatifs portés par les représentants de la FNME-CGT doivent être pris en compte, et même servir de base de travail pour mener d'éventuelles restructurations.

5) Pouvoir d'achat, Salaires, Conditions de travail et Statut :

La FNME-CGT réaffirme que, pour assurer nos missions de service public, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, et pour garantir la sécurité et la sûreté des installations dans des conditions normales ou dégradées, les salariés doivent bénéficier de garanties collectives de très haut niveau : **un statut de l'énergéticien**. C'est aussi par ces dispositions qu'ils préserveront leur incorruptibilité et sauront traiter tous les usagers avec égalité et impartialité. L'existence de ce statut pour l'ensemble des travailleurs et retraités de l'énergie sera un atout indispensable pour relever les défis de transition énergétique, de service public et de rénovation industrielle.

Salaires, classifications/rémunérations, ancienneté, formations professionnelles, écoles de métiers, réduction du temps de travail à 32 heures payées 35, droits familiaux, protection sociale et mutualiste, retraites à 60 ans, activités sociales, droits et moyens syndicaux, sont les composantes du pacte social et des garanties collectives de très haut niveau dont tous les travailleurs de l'énergie doivent bénéficier.

Ces dernières années, le contexte sanitaire et social aura mis à rude épreuve les travailleurs des Services Publics de l'électricité et du gaz (covid 19, inondations, tempêtes, inflation...), malgré tout, par leur engagement et leur travail, ils ont permis de répondre aux enjeux énergétiques du pays. Au regard de cet investissement et de cette exemplarité, il est inconcevable et inadmissible que le pouvoir d'achat des agents régresse !

C'est pourquoi la FNME-CGT revendique, des mesures salariales de branche et d'entreprises qui, d'une part, couvre l'inflation (par le SNB) et d'autre part, permette de reconnaître l'ancienneté (par les échelons), le professionnalisme et les compétences (par les GF) et l'investissement (par les NR). Ces différents leviers jouent des rôles distincts et ne peuvent se substituer les uns aux autres. Par ailleurs et très logiquement, ces dispositifs doivent permettre aux salariés de voir leur pouvoir d'achat croître tout au long de leur activité professionnelle.

En parallèle, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes doit être respectée. Comme inscrit dans la loi, pour travail égal, salaire égal ; C'est pour cette raison que la FNME-CGT revendique une revalorisation des emplois à prédominance féminins, car ces métiers restent pour certains socialement et financièrement insuffisamment reconnus ; Et ils contiennent encore des qualifications et des pénibilités non prises en compte ; Cette discrimination salariale avérée (primes comprises) doit être éradiquée de nos entreprises.

En plus de ce rattrapage, la FNME-CGT demande la mise en place de formations obligatoires pour l'intégralité du management et des sensibilisations régulières pour l'ensemble du salariat sur le sexisme ordinaire et les différentes formes de violences faites aux femmes au travail et dans la société en général.

Pour ce qui est des conditions de travail, en premier lieu la FNME-CGT revendique la ré internalisation de l'ensemble des activités, avec évidemment l'embauche statutaire des travailleurs dédiés à ces dernières. En plus d'agir contre la précarité et le dumping social, ces embauches massives associées à un message fort sur nos missions de services publics seront de nature à redonner « le sens au travail » qui manque cruellement à de nombreux collectifs aujourd'hui. Cette quasi-disparition de la culture du « Service Public » et de l'attachement à nos entreprises et à leur histoire est fortement préjudiciable pour la motivation des agents, pour le maintien et le développement des compétences et in fine pour conserver notre capacité à mener à bien nos projets et à relever les défis qui nous attendent. (Transition énergétique, entretien et réhabilitation de nos sites et de nos réseaux...).

Sur ce volet des **« conditions de travail »** et de tout ce qui y est périphérique, la FNME-CGT tient à rappeler quelques-unes de ses revendications élémentaires :

- Une solution de restauration de proximité et de qualité avec une tarification socialisée prise en charge par les employeurs pour tous les salariés.
- Une proposition de transports collectifs pris en charge intégralement par l'employeur, ou à minima une participation financière pour les transports individuels.

- Une politique « logement » qui protège et accompagne les salariés, d'autant plus dans ce contexte d'inflation, de pénurie du secteur locatif et de flambée des prix de l'immobilier. (Ces prix exorbitants pour certaines régions rendent l'accès à la propriété impossible pour une grande partie de nos collègues).
- Des prestations en directions des familles qui prennent en charge une partie des coûts liés à la garde d'enfant par exemple (créations de crèches d'entreprise, CESU...etc)
- Des horaires et un temps de travail qui préservent un équilibre « vie perso/vie pro » confortable.
- Un télétravail encadré et dans des proportions de temps raisonnables. (Ces dispositifs doivent systématiquement faire l'objet d'une négociation et d'un accord avec les organisations syndicales.)

En résumé, au niveau de votre entreprise, la FNME-CGT revendique :

- Une intervention de votre part auprès du représentant de votre Union d'Employeurs pour mettre en œuvre l'ensemble de nos revendications salariales.
- Une réévaluation des salaires d'embauche selon les diplômes et les qualifications.
- Une régularisation de l'ensemble des écarts subsistants sur l'égalité professionnelle « femmes/hommes ».
- La mise en place de compensations comblant les pertes liées à la fiscalisation des frais de déplacement.
- Des dispositifs répondants à l'ensemble de nos revendications sur les aspects périphériques au travail (Restauration, transports, logements...etc).
- Une réelle négociation sur les questions d'emploi (gréement des effectifs, ré-internalisation et embauches associées, reconnaissance et développement des compétences, formations professionnelles...etc).

En ce sens, la FNME-CGT revendique déjà au niveau de votre entreprise ENEDIS :

Pour le pouvoir d'achat de vos salariés :

- L'ouverture de négociations portant sur des mesures salariales exceptionnelles et l'apurement par l'attribution égalitaire de NR d'une partie du delta entre les charges de personnel accordées par la CRE dans le cadre du TURPE et le réalisé N-1.
- Le reclassement de tous les métiers/postes de la distribution qui sont sous-évalués au regard des missions et des responsabilités actuellement confiées.
- L'ouverture d'une négociation sur des référentiels ADP qui soient clairs et lisibles par tous.
- La participation de l'employeur à la restauration méridienne des salariés lorsqu'ils sont en télétravail ou en travail à distance.
- La mise en place et/ou le rétablissement de dispositifs statutaires efficaces permettant de compenser les effets des écarts de pouvoir d'achat entre les différentes localités de travail et/ou d'habitation (dispositifs de lutte contre la « vie chère ») comme mis en place pour certaines localités par d'autres entreprises.

La CGT revendique qu'un travail soit fait sur l'attractivité des métiers et les déroulements de carrière en :

- Redéveloppant l'ascenseur social par la réévaluation des classements de tous les postes à ENEDIS et le rétablissement d'une politique de progression avec des postulations systématiques à des GF supérieurs, toute expérience professionnelle étant un plus pour les postes occupés par la suite.
- Ceci n'est possible que par la mise en place d'un programme ambitieux de formation permettant à l'ensemble des salariés d'évoluer de manière équitable, et pas seulement au bon vouloir (ou pouvoir) de l'entreprise et par le maintien des centres de formation que pourtant ENEDIS en toute incohérence entend fermer.
- La CGT à ce propos exige l'arrêt des fermetures envisagées des sites de formation

- La CGT revendique donc que les salariés d'ENEDIS puissent bénéficier de formations autres que les seules rendues obligatoires par le métier ou la fonction (adaptation au poste de travail).
- Ceci ne peut aussi se garantir que par le respect des prérogatives des représentants du personnel en CSP et revenir à une situation où la norme est la postulation à GF +1 ou plus et permettre à ses représentants de s'assurer qu'à travail égal effectué, les rémunérations des salariés soient égales.

Concernant l'organisation du service public, l'emploi et les conditions de travail :

- La CGT propose la suppression des cloisonnements entre les métiers, cloisonnements qui suppriment les passerelles, complexifient les activités et en conséquence appauvrissent la qualité du service rendu aux usagers, bouchent les avenues des salariés et contraignent à la mise en place de processus autant chronophages qu'inefficaces aux « interfaces » générées par ces cloisonnements.
- La CGT est alertée par de multiples remontées concernant l'aspect immobilier et mobilier des conditions de travail. Pour la CGT dans cette période où les projets immobiliers fleurissent, il est urgent et nous demandons la mise en place d'un moratoire sur les aménagements des postes de travail.

Dans ce contexte, la FNME-CGT s'oppose à :

- La suppression et à l'externalisation des emplois et de toute activité d'ENEDIS,
- La fermeture des sites de distribution en proximité et notamment ceux pour lesquels des annonces sont faites à l'heure où nous écrivons. Ces projets mettent à mal la desserte territoriale tout comme l'image d'ENEDIS.

La FNME CGT revendique au contraire :

- La mise en œuvre des projets alternatifs portés par les travailleurs et les AODE concernant les implantations de site et propose la réouverture de structures de proximité avec des accueils physiques afin d'assurer l'efficacité et la proximité auprès des usagers et de maintenir l'emploi local.
- Concernant la filière distribution électrique, la FNME-CGT revendique le retour à un véritable Service Public et la garantie du maintien et du développement des missions de service public de l'énergie, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.
- L'arrêt immédiat du report des pannes individuelles comme collectives, et ce, pour garantir l'égalité de traitement entre les usagers, la qualité du service, la sécurité, la sûreté des installations et de l'environnement dans des conditions normales comme dégradées.

Elle revendique au niveau de l'emploi à ENEDIS :

- L'embauche au statut des effectifs nécessaires aux défis qu'impose la transition énergétique » (raccordement ENR et IRVE, déploiement en conséquence de kilomètres de réseau qu'il ne suffit pas de raccorder aujourd'hui mais aussi d'exploiter et de maintenir en état dans le futur) afin de maintenir les compétences et l'expérience des agents du service public et ce, à hauteur à minima en un premier temps (mesures salariales expliquées plus haut ainsi qu'une partie des « achats de prestations » à « réinternaliser » dans le cadre des dites « charges de personnel » déduites), du restant de la part du TURPE revendiquée par ENEDIS au titre des « charges de personnel » et non employée à ces fins.
- Une baisse significative du taux de sous-traitance en CAPEX A et D avec maintien total du pilotage pour l'activité sous-traité et récréation d'équipe travaux dans toutes les unités (construction, raccordement et renforcement, renouvellement, qualité et modernisation du réseau...).
- Baisse du taux de sous-traitance en maintenance préventive et corrective.
- Maintien de toute l'activité Technique clientèle au sein d'ENEDIS, activité qui participe grandement à l'image d'ENEDIS.
- Maintien des plateaux clientèles et abandon du projet de sous-traitance.
- Proposition d'embauche systématique et à tous les salariés en fin de CDD comme pour les intérimaires notamment ceux dont le motif du recours est l'accroissement temporaire d'activité (95% des cas) et/ou issus des plateaux clientèle impactés par le projet MOSAR.
- Baisse du taux de sous-traitance, y compris le pilotage de projet pour les activités d'études et réalisation d'ouvrages.

Ceci permettra :

- D'assurer la ré internalisation d'activités dont nous sommes en train de perdre la maîtrise à court, moyen et long terme (construction, maintenance préventive et curative des ouvrages, prolongement de durée de vie, réfection de colonnes comme peut le laisser prévoir la loi "Elan", maîtrise d'œuvre, branchements, activité technique clientèle). Il est vital qu'ENEDIS maintienne les compétences et garde la maîtrise des activités, mais aussi les effectifs nécessaires au traitement pérenne et apaisé des tâches confiées, imposées comme délibérées.
- De transformer le travail et son sens pour pouvoir effectuer un travail de qualité en donnant à tous les agents les moyens de respecter le prescrit et la réglementation dans un service public de haut niveau tel qu'il nous est demandé par les autorités concédantes, et ce, dans les meilleures conditions, comme l'a toujours revendiqué la CGT.
- De redéfinir le contenu du travail afin d'adapter le travail à l'homme et non l'inverse, avec des outils qui permettent des marges de manœuvres, l'autonomie des agents (CINKE Evolution...) et la traçabilité y compris aux représentants du personnel;

La CGT demande l'arrêt du regroupement des responsabilités (comme celle de l'accès aux réseaux et le management des équipes d'intervention) sur un nombre de personnel réduit sur des mailles aussi importantes, telles qu'imposé pour exemple par le dossier ASGARD, et la remise en l'état.

La CGT propose, au contraire, l'étoffement du personnel statutaire afin d'assurer ces missions dans de bonnes conditions permettant à chaque acteur de répondre aux obligations et responsabilités qui lui sont attribuées et sa capacité humaine à les réaliser à l'inverse d'une "fuite en avant" telle que souvent ressentie.

La FNME-CGT s'inquiète de l'avenir des managers de proximité avec l'émergence des nouvelles formes d'organisation et de management tel qu'amenées par le projet TAUTEM (PCFE, démarche PIH et collaborative). Fer de lance de la déclinaison des décisions stratégiques sur le terrain, garant de la performance opérationnelle, leur place légitime et indispensable est aujourd'hui remise en cause.

Les projets qui se multiplient tendent à rajouter systématiquement des responsabilités supplémentaires sur ces populations

- En leur enlevant des prérogatives qui relèvent de leurs métiers,
- En leur ajoutant des tâches chronophages et énergivores qui ne relèvent pas de leurs missions, ou pour lesquelles ils n'ont pas de connaissances spécifiques (gestion et animation des équipes à distance, détection des RPS en TAD, déclinaison des PCFE, reportings divers...).

Nous revendiquons pour les MPRO la mise en œuvre rapide de solutions concrètes comme :

- Des outils **d'aide** à la décision, mais pas de substitution à celle-ci comme certains apprentis sorciers s'emploient à les mettre en place à marche forcée au prétexte du développement de l'« intelligence artificielle » ;
- Des formations de coaching en session de formation en salle avec des professionnels
- Des appuis administratifs dont les missions et tâches sont encadrées et définies conjointement entre l'équipe, le manager et le chef d'agence.;
- Liberté et droit d'expression pour tous les agents et notamment pour les managers sans remise en cause de leur légitimité ou d'un déroulement de carrière effectif. L'esprit critique doit être développé et facilité comme une chance pour ENEDIS et une source d'épanouissement à tous les niveaux. Cela concerne notamment les réunions CODIR où le ressenti terrain est souvent mal interprété par la direction en fonction de différentes problématiques pas, peu ou mal prises en compte, conduisant parfois à une omerta sur la remontée des problématiques constatées avec les risques que cela induit sur les équipes ;

- Le maintien, le renforcement et la valorisation aussi de ces emplois, car octroyant une réelle valeur ajoutée humaine, technique et économique dans l'efficacité d'une équipe. La sociologie de nos entreprises est en profonde mutation, les managers compétents, avec une réelle fibre du service public, bienveillants avec leurs équipes et efficaces ne restent pas longtemps en poste, car leur est reprochée une trop forte présence ou trop d'affinités avec leurs équipes, ce qui sous-entend qu'ils ne pourraient prétendre à une évolution de carrière. Ils sont remplacés par des managers n'ayant aucune ou peu de culture de l'entreprise, uniquement centrés sur l'atteinte des chiffres et des résultats au détriment des conditions de travail de l'équipe.
- L'accès au suivi de la mise en œuvre de la note nationale MPRO. La particularité d'ENEDIS repose sur le rôle central du manager de proximité qui est au cœur du bon fonctionnement global de l'entreprise. Les différentes enquêtes (UFICT-CGT et IPSOS) menées dans la période montrent des signes d'inquiétudes de leur part. Avec l'évolution des modes de travail et de management, il est indispensable de rediscuter et de réaffirmer leur place avec les moyens en adéquation avec le monde d'aujourd'hui.
- Leur permettre de disposer de vraies marges de manœuvres avec le renforcement des garanties collectives pour récompenser et fidéliser leurs équipes : la baisse des mesures salariales donne un niveau de stress supplémentaire aux managers qui ne peuvent récompenser équitablement les équipes, ou sont contraints de renier des engagements, avec comme conséquence directe une dégradation des indicateurs d'efficacité et des conditions de travail.

Bon nombre de salariés souffrant du cadencement des réorganisations. La FNME-CGT demande ainsi un arrêt de ces projets et un moratoire sur tous les projets de réorganisation. Dans ce cadre, un point précis sera fait sur l'état de son activité, des exigences et contraintes d'ENEDIS vis-à-vis des AODE et du TURPE avec les emplois et postes occupés y compris l'état des postes vacants.,

Pour ce faire, et pour la filière CSE, il est indispensable que les représentants du personnel puissent bénéficier sur les dossiers qui leurs sont soumis, d'une information puis d'une consultation. Cette information/consultation s'entend pour tous les projets et dossiers ne relevant pas des consultations obligatoires. Pour la CGT, il y a besoin que les dossiers soient mieux approfondis pour monter en qualité pour les représentants du personnel. Pour ce faire, ils doivent permettre des débats autour de problématiques à dépasser et, non, de débats autour d'une seule et unique solution proposée par la direction. Le tout en respectant comme base de discussion que les évolutions à retenir doivent s'opérer au bénéfice des usagers, des AODE, des salariés et du service public.

En ce sens, la FNME -CGT demande :

- Que les organigrammes par unités et services soient recommuniqués aux organisations syndicales sur le même format que prévu par la décision de septembre 2012 par la Directrice des relations sociales d'ERDF, Mme Goubet Milhaud.
- Que les organigrammes soient aussi communiqués à tous les CSE et que les RUP contiennent toutes les informations nécessaires, à minima sur les cinq dernières années.
- La mise en place d'un système fiable et infalsifiable de comptabilisation de la durée du travail y compris en télétravail comme pour les catégories professionnelles soumises au forfait jour
- Une traçabilité des expositions professionnelles renforcée car très peu effective actuellement
- Le maintien d'une médecine du travail de proximité et le respect des prérogatives des CSE sur cette dernière. Afin de pouvoir faire valoir au mieux la représentation des salariés et leur expression, la CGT exige le respect des prérogatives des CSE, de la délégation spéciale, mais aussi des Commissions Secondaires du Personnel.
- La ré-internalisation des assistants sociaux
- Le respect des prérogatives des CSE des unités « utilisatrices » de l'organisation des services de santé au travail dans les périmètres des salariés qu'ils couvrent.

Afin de pouvoir faire valoir au mieux la représentation des salariés et leur expression, la CGT exige le respect des prérogatives des CSE, de la délégation spéciale, mais aussi des Commissions Secondaires du Personnel.

Pour la filière CSP la CGT revendique :

- Le respect des prérogatives des représentants dans l'égalité d'accès aux informations avec les représentants de la direction sur les déroulés de carrière des salariés (principe de base des organismes paritaires) ainsi que sur la, transparence salariale.
- L'arrêt immédiat des procédures disciplinaires non seulement à charge, mais aussi basées sur des dénonciations non fondées, calomnieuses. La CGT demande à ce que soit mis en place un dispositif garantissant à chaque agent une protection pour se prémunir de toute accusation frauduleuse et/ou diffamatoire.

L'arrêt de toute procédure disciplinaire en interne et le classement des dossiers sans suite lorsque la justice, qui aurait été saisie pour les mêmes faits reprochés, aurait classé de son côté l'affaire sans suite ou aurait prononcé une relaxe.

4) Formations et alternances

La FNME-CGT revendique :

- Le maintien et le développement de toutes les écoles de métiers existantes.
- La création de nouvelles écoles de l'énergie et où de CFA nationaux.
- Des abondements spécifiques pour l'utilisation du CPF.
- Une GPEC de branche comme le permet la loi, avec une redynamisation des Certifications de Qualification de Branche et une analyse régionale des emplois et des qualifications.

En résumé, sur la formation, la FNME-CGT réaffirme l'importance des écoles de métiers transverses à toutes nos entreprises et s'oppose à toute fermeture de site de formation. Les filiales de nos groupes ont toutes besoin d'anticiper, de maintenir et de développer les compétences des agents ; c'est indispensable si l'on veut remplir nos missions de Service Public, entretenir et renouveler les réseaux et les infrastructures et pour mener à bien la transition énergétique.

5) Mobilité et sécurisation des parcours professionnels

La FNME-CGT revendique :

- La garantie d'emplois statutaires pour tous les travailleurs du champ des IEG.
- Un système permettant des parcours professionnels transverses aux IEG et une mobilité géographique sans impact financier et social pour les agents et leurs familles.
- La sécurisation des effectifs en portant par exemple de nouveaux projets Industriels ou en réinternalisant des activités sous-traitées.
- Le renforcement du statut de l'énergéticien et son octroi aux électriciens et gaziers aujourd'hui non statutaires.
- L'amélioration du dispositif de rapprochement familial.
- L'établissement et l'application de règles statutaires garantissant la transparence et le contrôle social.
- La rénovation de la bourse de l'emploi des IEG.
- Un vrai travail conjoint (OS et employeurs) sur l'attractivité des métiers, en lien avec l'accord « formation » et avec une visée d'amélioration de l'ascenseur social.

En résumé, la FNME-CGT revendique une participation plus importante des différentes instances de branche (par exemple CSP et CSNP) sur cette thématique et surtout une réelle prise en compte par les employeurs de nos propositions CGT.

6) Protection Sociale et Retraites

La FNME-CGT revendique :

- L'amélioration de notre protection sociale par l'augmentation des salaires et donc des cotisations sociales.
- Un retour de l'âge légal de départ en retraites à 60 ans, avec un taux de remplacement de 75% et des possibilités de départ anticipé pouvant aller jusqu'à 5 ans pour travaux pénibles.
- Le maintien des régimes spéciaux de retraite permettant la reconnaissance des conditions de travail particulières et de la pénibilité (travail physique, astreinte, posté, en sous-sol, sous atmosphère confiné, déplacements, etc.).
- Le maintien d'un niveau de pensions équivalent à 75% du dernier mois de salaire à taux plein.
- Le relèvement du coefficient minimum de départ en retraite au NR110 (coefficient 313,9 actuel de la grille).
- Le maintien des caisses « d'assurance maladie » spécifiques dans les Industries Électriques et Gazières (Comme dans le régime minier).
- De redonner au régime spécial CAMIEG la priorité sur les remboursements relevant de la Sécurité sociale, en donnant les moyens à la couverture supplémentaire de couvrir des dépenses qui ne sont pas reconnues par la Sécurité sociale.
- Des effectifs CAMIEG supplémentaires pour assurer la gestion et le remboursement des prestations du régime, mais aussi pour permettre la mise en œuvre de nombreuses et diverses campagnes de prévention.
- La suppression du plafond de ressources, pour permettre à tous les « ayants droit » qui le souhaitent de bénéficier de la couverture CAMIEG.
- L'ouverture de ces droits à l'ensemble des salariés des entreprises de l'énergie (y compris les sous-traitants et les prestataires).

En complément : « Nous refusons toujours, et nous continuerons de combattre, la réforme du régime général de retraite Macron/Borne jusqu'à son retrait pur et simple. En effet, notre fédération revendique une amélioration de ce régime général en s'appuyant sur les garanties plus protectrices et plus intéressantes pour les travailleurs contenus dans les régimes dits « spéciaux » ; ces derniers étaient et demeurent des systèmes pionniers dont il faut s'inspirer pour permettre l'indispensable harmonisation sociale par le haut tant attendue par les travailleurs d'aujourd'hui et de demain ».

En résumé, la FNME-CGT revendique au niveau de votre entreprise :

- Une intervention de votre part auprès du gouvernement et du représentant de votre Union d'Employeurs pour réaffirmer notre refus total de la réforme des retraites « Macron/Borne » et de la suppression des régimes spéciaux.
- Une intervention de votre part auprès du gouvernement et du représentant de votre Union d'Employeurs pour une revalorisation des pensions en cohérence avec l'inflation.
- Une ouverture de négociations spécifiques sur le niveau minimum de départs en retraite en fonction des 3 collèges.

7) Activités Sociales

La FNME-CGT revendique :

- Le paiement des sommes dues par les employeurs, en conformité avec les articles 25 et 22 du Statut des IEG concernant la prise en charge du reste à charge d'exploitation des restaurants CCAS ainsi que le paiement des journées maladies des salariés mis à disposition.
- Le maintien des restaurants méridiens CCAS répondant aux besoins en local, avec la prise en charge intégrale du financement par les employeurs (hors participation usagers) dans le strict respect de l'Article 25.
- Le paiement par les employeurs à la CCAS de l'ensemble des restes à charge cumulés depuis 2018 (non-respect par les employeurs des Articles 25 et 22 du Statut des IEG).
- Le paiement à la CCAS des dépenses supplémentaires générées par la crise sanitaire (L'exploitation des restaurants à la demande des employeurs à occasion des pertes financières conséquentes pour la CCAS. Ce reste à charge cumulé vient directement impacter négativement le financement des activités sociales alors même que la plateforme tendait vers l'équilibre).
- La publication des emplois dans les entreprises en vue d'une mise à disposition des organismes sociaux, lorsque ceux-ci en font la demande telle que défini par l'article 25 et conformément aux besoins exprimés par les organismes.
- Le passage au statut des salariés occupants ou des emplois tertiaires dans les activités sociales (suite aux publications infructueuses).
- Des tickets d'embauche permettant l'accès au Statut des IEG pour les emplois CCAS dont les compétences n'existent pas dans les entreprises.
- L'interruption des conventions de mises à disposition des organismes qui pèsent sur les finances des organismes, par exemple : les CET, les longues maladies, les PAME...
- Que les organismes CCAS/CMCAS aient la capacité d'appliquer un traitement équitable aux salariés MAD au sein des AS, notamment sur les volumes d'avancements/reclassements (Ce, quelle que soit l'entreprise d'appartenance. Pour ce faire, la FNME-CGT revendique un quota global pour les activités sociales et non par entreprise).
- Une renégociation de l'accord "moyens bénévoles" prenant nettement plus en considération les moyens financiers pour limiter l'impact sur l'immobilier des CMCAS ainsi que les moyens humains attribués aux SLVie et aux CMCAS, en s'appuyant notamment les mesures dites transitoires.
- Un maintien, dans le prochain accord, des volumes d'heures, fruits de lutte locale et nécessaire pour maintenir une activité en proximité par les élus de SLVie.
- L'accès à une convention pour tous les élus détachés à partir de 30% sur un mandat dans les activités sociales, avec des traitements individuels sans discrimination.
- Une augmentation de la dotation financière des activités sociales d'a minima 10% par la réévaluation des coefficients contenus dans l'article 25.

En résumé, sur les Activités Sociales, la FNME-CGT revendique au niveau de votre entreprise :

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- La parution et le grément des postes tels que définis par l'article 25- Le passage au statut de tous les salariés tertiaires des Activités Sociales.- La réintégration dans les entreprises des salariés en longue maladie ou invalidité, en CET et en PAME.- La réintégration des salariés en fin de convention (à leur demande).- Les conditions financières de maintien des restaurants CCAS, tout en respectant l'article 25 du Statut (0 reste à charge pour la CCAS). <p><u>Ainsi qu'une intervention de votre part auprès du représentant de votre Union d'employeurs sur :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- L'accord « moyens bénévoles » conforme à nos revendications.- Le paiement des restes à charge de la restauration méridienne à la CCAS (article 22 du Statut).- La parution et le grément des postes dans les organismes des activités sociales.- L'augmentation de 10% de la dotation financière des activités sociales. |
|--|

Conclusions :

- Sur l'ensemble de ces sujets, la FNME-CGT est disponible pour tout échange sincère et loyal. Ces rencontres devront in fine, prendre la forme de « négociations », seul terme qui permet d'asseoir un dialogue social de qualité.
- Sur ce même principe, mais concernant les revendications propres à votre entreprise, nous vous demandons de prendre contact avec vos DS ou DSC de notre organisation syndicale.

Veillez agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos salutations distinguées.

Fabrice COUDOUR

Secrétaire Général Adjoint de la FNME-CGT



Mathieu PINEAU

Secrétaire Fédéral Espace Revendicatif de la FNME-CGT



PJ. : Modalités d'action